

16 octobre 2010 06h00 | Par **Bernard Broustet**

Ford attire du monde

Feltesse s'invite à une réunion où Ford devrait annoncer de bonnes nouvelles.



Vincent Feltesse souhaite être mieux informé. ARCHIVES THIERRY DAVID

Au fur et à mesure que l'hypothèse d'une reprise par Ford de son ex-usine girondine semble prendre de la consistance, la tension politique monte autour de ce dossier. Quatre élus girondins, dont Vincent Feltesse ont décidé de s'inviter lundi à Saint-Germain-en-Laye à une réunion au cours de laquelle les dirigeants de Ford Europe pourraient annoncer des nouvelles positives sur l'avenir du site. Les élus de gauche veulent ainsi marquer leur dépit d'être sous-informés.

Ford avait vendu l'an dernier son usine girondine FAI à la holding HZ, qui s'est avérée pour le moins décevante. Le groupe a donc engagé des négociations avec HZ en vue de la reprise du site, qui emploie environ 1 400 salariés. Les tractations ont pour le moins permis de rapprocher les points de vue des deux parties.

Lundi à St-Germain-en-Laye

C'est dans ces conditions que la direction de FAI a informé hier Gilles Penel, secrétaire (CGT) du Comité d'Entreprise, que les représentants du personnel étaient conviés lundi à Saint-Germain-en-Laye, siège de Ford France, pour y rencontrer des hauts dirigeants du groupe. D'après Gilles Penel, le DRH aurait laissé entendre que c'était pour y apprendre de « bonnes nouvelles ». Il n'est pas interdit d'imaginer que Ford annonce à cette occasion son intention officielle de reprendre le site, voire la conclusion d'un accord ou d'une ébauche d'accord avec HZ.

Paradoxalement, les élus de gauche, semblent se sentir frustrés. Il est vrai qu'aucun comité de pilotage du dossier n'a eu lieu depuis celui de la fin août, mené au pas de charge par le préfet. Et il n'est pas interdit de penser que le gouvernement attende la conclusion d'un accord en bonne et due forme pour que Christine Lagarde vienne officiellement annoncer la bonne nouvelle à Bordeaux, et en tirer un bénéfice politique.

Les services de l'État jouent un rôle-clé dans ce dossier. Mais les collectivités locales ont aussi leur mot à dire, ne serait-ce que parce qu'elles sont mises à contribution. Vincent Feltesse, qui ira à Saint-Germain-en-Laye avec la députée Pascale Got, et la conseillère générale Christine Bost, entend ainsi marquer son désaccord avec « une stratégie qui vise à cantonner les élus au rang de simples bailleurs de fonds ». Même discours chez Alain Rousset, qui dépêchera à Saint-Germain le conseiller régional Francis Wilsius, lui-même ancien de FAI, et qui déplore que les collectivités locales ne soient associées au dossier « qu'au moment des financements ». Alain Juppé, pour sa part, ne sera pas de ce périple dans l'Ouest parisien, qui confirme que les cloisons entre la politique et les dossiers industriels ne sont pas toujours étanches.